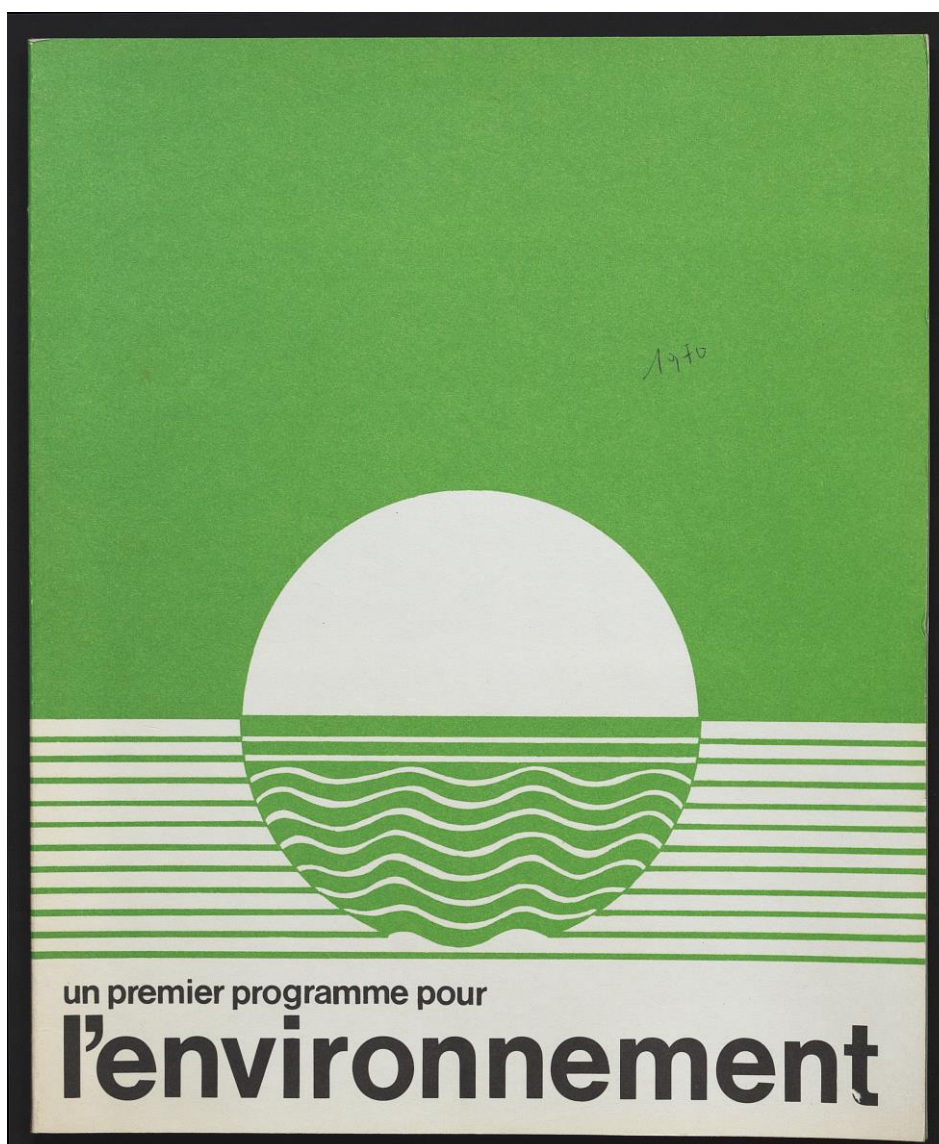


Histoire et archives de l'animation nature et de l'éducation à l'environnement

ADMINISTRATIONS ET ASSOCIATIONS : IMPULSIONS MINISTÉRIELLES ET INITIATIVES LOCALES

Séminaire du 17 octobre 2019 – 10h-17h

Fonjep, salle Heusch
51 rue de l'amiral Mouchez, 75013 PARIS



Arch. nat., 19950527/6, Haut comité de l'Environnement, « Un premier programme pour l'environnement », Revue 2000, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), 1970.

PRÉSENTATION

Avec la création du secrétariat d'État à l'Environnement en 1971, le concept d'« environnement » s'institutionnalise en France, sans qu'il soit tranché entre les termes de « nature » et d'« environnement » dans l'intitulé de ce nouveau ministère. Si la notion d'environnement n'est pas stabilisée, elle met en évidence les questions de l'espace naturel, des paysages, du bruit urbain, de la pollution de l'air, de la pollution de l'eau, de l'écologie urbaine, de l'espace naturel. Cette création s'inscrit dans des champs de compétence déjà formés sur la « protection de la nature », l'« aménagement du territoire », la « protection des sites classés et des paysages ».

Les précédentes journées d'étude du PAJEP sur l'histoire et les archives de l'éducation à l'environnement ont mis en évidence des actions de sensibilisation et d'éducation à la nature et à l'environnement bien antérieures à la création du ministère de l'Environnement. Quels ont donc été les effets de la création de ce ministère sur l'impulsion des politiques éducatives ?

La journée du 17 octobre vise à traiter les relations interministérielles (Environnement, Éducation nationale, Jeunesse et Sports, Agriculture, Culture) nouées pour la mise en œuvre de politiques d'éducation à l'environnement.

La coordination interministérielle générale est confiée au CIANE (Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement) qui prend le relais du Commissariat général au plan. Quelle est l'articulation entre le CIANE et le Haut Comité de l'environnement ? Qui y siège ? Quelles sont les orientations qui s'y manifestent en termes éducatifs ? Qui y porte les questions de sensibilisation, d'éducation, de participation de la population ? Les associations peuvent-elles y faire entendre leurs voix et sur quels sujets ?

Comment les questions de « sensibilisation » et d'« éducation » sont-elles portées au ministère de l'Environnement face à l'influence des deux grands corps des Mines et des Ponts et chaussées ? En quoi les associations constituent-elles des relais pour un ministère durablement aux prises avec le tabou de la création d'un corps spécifique au ministère au champ sectoriel fluctuant ?

Quels sont les relais, les influences entre le niveau des conférences internationales et les orientations françaises en matière d'éducation à l'environnement ?

Quelle évolution dans la formulation des priorités en matière de sensibilisation, d'animation et d'éducation à l'environnement peut-on relever à travers les circulaires ministérielles et interministérielles ?

Quels sont les articulations et réseaux d'influence entre les comités interassociatifs et les comités interministériels (COLINAT – Comité de liaison interassociations pour la nature et l'environnement, CINE – Commission nationale d'initiation à l'environnement, CELAVAR - Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale) ? Quels sont les « passeurs », « agents double », « personnes charnières », « fonctionnaires militants » entre ces comités, les ministères et les associations ?

Comment l'évolution du positionnement du ministère de l'Environnement (ou secrétariat d'État et selon les compétences qui leur sont dévolues) influence-t-elle son action et sa collaboration avec les autres ministères (Éducation nationale, Jeunesse et sports) et les acteurs de terrain sur les questions éducatives ?

Quel est le bilan tiré des accords et des programmes d'action interministériels sur les questions éducatives ? Qu'en disent les témoins avec vingt ans de recul, dans les années 1990 ?

Laurent Besse
MCF en histoire contemporaine
IUT de Tours

Dominique Bachelart
MCF en sciences de l'éducation
Université François Rabelais de Tours

PROGRAMME

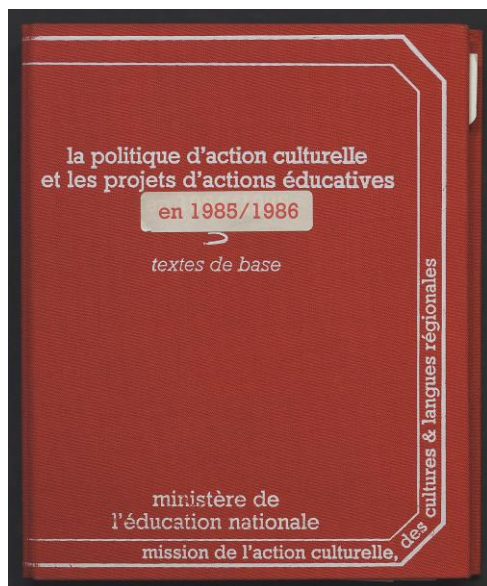
10h

Tour de table et accueil des nouveaux participants
Présentation de la journée par **Dominique Bachelart**

10h30

Témoignage de **Jean-Claude Luc**, ancien Inspecteur général de l'Éducation nationale et ancien responsable de la « mission Luc » sur l'ouverture culturelle de l'Éducation nationale (1977-1986)

Arch. nat., 20170299/4, Dossiers de Jean-Claude Luc, « La politique d'action culturelle et les projets d'actions éducatives », 1986.



11h30

L'apport des CTP Jeunesse et Sports, résultat des investigations des témoignages par **Denise Barriolade et Marc Genève**, Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

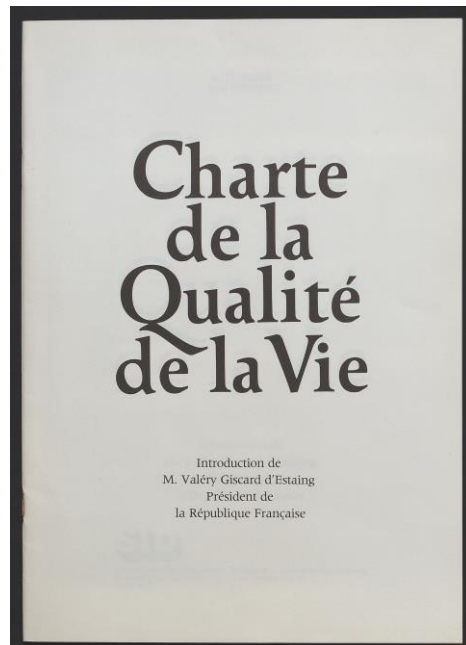
12h

Présentation du blog Hypothèses par **Laurent Besse**

Repas

14h30

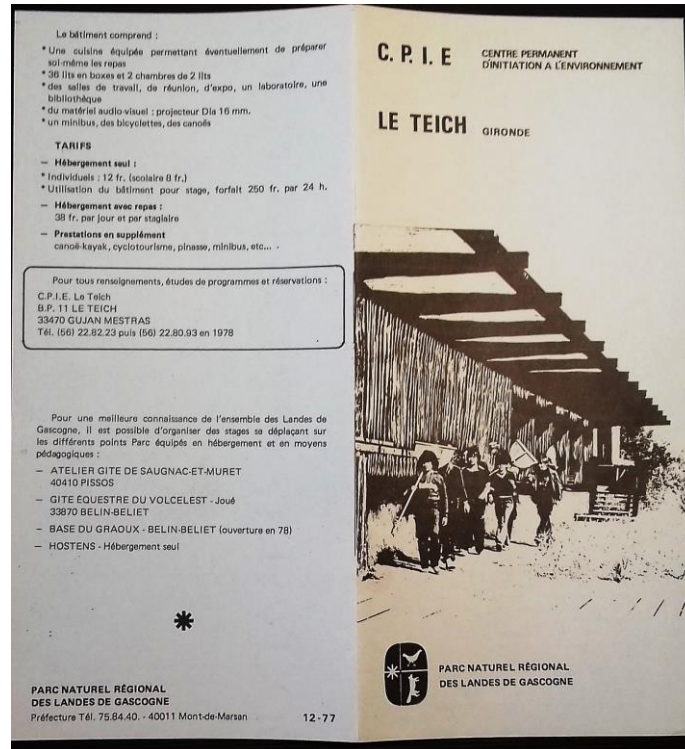
Témoignage de **Dominique Bidou**, ancien directeur de la Qualité de la vie au ministère de l'Environnement (1988-1992)



Arch. nat., 19580679/10, Mission de l'action culturelle, de la culture et des langues régionales, « Charte de la Qualité de la Vie », 1980

15h30

Témoignage d'**Armelle Giry**, ancienne chargée de mission « action éducatives » au ministère de l'Environnement (1991-1995)



Arch. nat., 19950530/9, Ministère chargé de l'Environnement, brochure du CPIE du Teich, 1977.

16h30

Présentation des prochaines journées d'étude

17h

Fin des travaux

Projet conçu en partenariat avec :

l'IUT de Tours,
le Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports,
le Comité d'histoire du ministère de la Transition écologique et solidaire,
le Comité d'histoire de l'enseignement agricole,
l'Association des déposants aux archives de jeunesse et d'éducation populaire (Adajep),
l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (Ahpne)

